

COMMUNIQUE

Pour la mobilisation du 12 février 2014

Le 8 janvier 2014, à l'occasion d'un séminaire portant sur la mobilisation pour la lutte contre le décrochage scolaire, le ministère de l'Education Nationale a reconnu publiquement

- la valeur du travail des enseignants-coordonateurs de la MLDS, naguère MGIEN,
- le mépris dans lequel sont cependant, et depuis trop longtemps, tenus ces personnels et leur métier de Coordination Pédagogique Ingénierie de Formation (CPIF),
- l'urgente nécessité d'opérer des « avancées » en leur faveur.

Pour discuter de ces différents aspects de la situation des enseignants-coordonateurs MLDS, des organisations syndicales rencontreront le Directeur Général de l'Enseignement Scolaire (DGSCO) le 11 février 2014 et, pour appuyer leurs demandes, elles appellent à un arrêt de travail le lendemain, 12 février.

Dans la mesure où la plateforme revendicative de ces organisations syndicales, sur ce sujet précis de la MLDS et de ses personnels, rejoint celle que le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. ont élaborée dès 2004, les militants et sympathisants des Syndicats e.i.L. participeront à la mobilisation et aux différentes formes qu'elle revêtira et y populariseront leurs revendications :

- que les enseignants-coordonateurs titulaires de la MLDS ne soient plus écartés du droit commun à mutation et à inspection ;
- que les enseignants-coordonateurs contractuels et éligibles à la titularisation, écartés de fait des concours réservés puisque la CPIF n'est pas une discipline mise au concours, soient titularisés rapidement selon une autre des procédures à la disposition du Ministre de l'Education Nationale ;
- que la CPIF soit validée et légalisée comme équivalant à une discipline d'enseignement afin que le métier d'enseignant-coordonateur soit définitivement et clairement reconnu comme un métier d'enseignant ;
- que le statut des enseignants-coordonateurs soit par conséquent reconnu et intégré à celui des autres enseignants de l'Education Nationale ;
- qu'une revalorisation salariale substantielle accompagne cette reconnaissance statutaire d'appartenance à l'Education Nationale.

Le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. ont déjà eu l'occasion d'exprimer leur regret que la dimension d'**insertion** ait disparue de la nouvelle appellation MLDS ; en effet, les enseignants-coordonateurs travaillent non seulement à prévenir le décrochage scolaire, mais, quand il est survenu, à **réinsérer** les décrocheurs dans la **formation initiale** en vue de la future **insertion professionnelle et sociale** réussie de chacun d'entre eux.

Enfin le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. rappellent que pour eux la MLDS, comme c'était le cas pour la MGIEN, est une **structure qui est intégrée au service public d'Education et ne doit pas en être séparée.**

Le 4 février 2014